



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 9 février 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 12 DECLASSEMENT PAR ANTICIPATION A LA DESAFFECTATION
D'UNE PARTIE DE LA TRAVERSE RIOU BLANQUET, DE L'ALLEE DU 8 MAI 1945
ET DU PARC DE STATIONNEMENT MARTELLY

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 2 février 2021, s'est réuni le mardi 9 février 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Anne-Marie DUVAL, Cyril DAUPHOUD, Marie CHABAUD, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Dominique BOURRET, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Marie-Madeleine GUALLINO, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Roger MISSENTI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Stéphanie MANDREA
Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD
Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Monsieur Roger MISSENTI à Monsieur Pascal PELLEGRINO
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Stéphanie MANDREA à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe Emmanuel de FONTMICHEL
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD
Monsieur Jean-Paul CAMERANO à Madame Myriam LAZREUG

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 8 décembre 2020.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

- | | |
|------------------|---|
| 2021 - 08 | VENTE DE PARCELLES SISES BOULEVARD EUGENE CHARABOT
ET D'UNE PARTIE DU DOMAINE PUBLIC ALLEE JEAN MOULIN
DECLASSEMENT PREALABLE – MODIFICATION |
| 2021 - 11 | ACQUISITION DES LOCAUX OCCUPES PAR LE SERVICE PROXIMITE
DU PLAN DE GRASSE |

DU 9 FEVRIER 2021

**DECLASSEMENT PAR ANTICIPATION A LA DESAFFECTATION
D'UNE PARTIE DE LA TRAVERSE RIOU BLANQUET, DE L'ALLEE DU 8 MAI 1945
ET DU PARC DE STATIONNEMENT MARTELLY**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Dans le cadre du projet d'aménagement de la ZAC Martelly, il est nécessaire de procéder au déclassement d'une partie de la « Traverse Riou Blanquet », de « l'Allée du 8 Mai 1945 » et du parc de stationnement Martelly. Compte tenu de l'usage direct au public de ces emprises, un déclassement par anticipation a donc été approuvé. Compte tenu du retard du projet, il est nécessaire de prolonger le délai dans lequel doit intervenir la désaffectation effective des biens.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
SERVICE JURIDIQUE	/	/

Monsieur Christophe MOREL expose :

Considérant que dans le cadre du projet Martelly, il a été organisé une enquête publique en vue du déclassement d'une partie de la « traverse Riou Blanquet » et de « l'allée du Huit Mai 1945 », ayant pour finalité la cession des emprises au profit de la Société Publique Locale Pays de Grasse Développement en sa qualité d'aménageur de la ZAC, pour la mise en œuvre du projet.

Considérant qu'en vertu de l'ordonnance du 19 avril 2017, les collectivités territoriales disposent de la possibilité de déclasser de manière anticipée leur domaine public dès-avant sa désaffectation effective.

Ainsi, l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques ouvre la possibilité de déclasser et céder immédiatement une dépendance du domaine public qui est encore affectée au service public ou à l'usage direct du public, mais dont la désaffectation a d'ores et déjà été décidée.

Ce déclassement anticipé doit être justifié par l'usage direct du public des biens.

Ainsi, par délibération n°2018-07 en date du 20 février 2018, il a été approuvé le déclassement par anticipation à leur désaffectation d'une partie de la « traverse de Riou Blanquet », de « l'allée du Huit Mai 1945 » et du parc de stationnement Martelly.

Considérant que la désaffectation effective des biens devait intervenir dans les 3 ans à compter de l'adoption de ladite délibération.

Considérant le permis de construire délivré à la SAS BOUYGUES IMMOBILIER le 9 août 2019.

Considérant la promesse de vente en date du 8 mars 2019 et prolongée le 23 décembre 2020 signée entre la ville de Grasse et la Société Publique Locale Pays de Grasse Développement, permettant la vente de biens sous condition suspensive d'obtention du permis de construire,

Considérant le recours contentieux déposé par-devant le Tribunal Administratif le 31 décembre 2019 et renvoyé à la Cour Administrative d'Appel de Marseille en date du 17 juin 2020 par Monsieur BOTAZZI.

Il est nécessaire de prolonger le délai dans lequel doit intervenir la désaffectation effective des biens.

Le code général de la propriété des personnes publiques prévoit que le délai de désaffectation peut toutefois être porté à six ans à compter de l'acte de déclassement « *lorsque la désaffectation dépend de la réalisation d'une opération de construction, restauration ou réaménagement, cette durée est fixée ou peut être prolongée par l'autorité administrative compétente en fonction des caractéristiques de l'opération* ».

Ainsi, Il est proposé de proroger d'une durée de 3 ans le délai dans lequel doit intervenir la désaffectation effective des biens.

La désaffectation effective des biens devra donc intervenir dans les 6 ans à compter de l'adoption de la délibération n° 2018-07.

La commission Equipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 26 janvier 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la prorogation de délai de 3 ans supplémentaires, pour prononcer la désaffectation effective d'une partie de la « traverse Riou Blanquet » de « l'allée du Huit Mai 1945 » et du parc de stationnement Martelly ;
- **DIRE** que la désaffectation effective des biens sera prononcée dans les 6 ans à compter de l'adoption de la délibération n° 2018-07.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 41 voix pour et 4 voix contre :
Madame LAZREUG, Monsieur CASSARINI, Madame ISNARD (2 voix).

Délibération affichée le ...10...FEV. 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

